Compte de gestion et compte administratif 2025. Budget général

Intervention de Fatiha Aggoune
Présidente du groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président, Chèr·es collègues,

Comme il est de coutume, je tiens avant tout à remercier les agent·es de la direction des finances pour la réalisation de ce compte administratif 2025 et Monsieur Gicquel pour sa présentation.

Le document qui nous est présenté **révèle au grand jour l'insincérité chronique du Budget Primitif 2025** présenté par votre majorité au regard des dépenses consommées qui diffèrent des dépenses inscrites au Budget.

Comme le feraient des apprentis sorciers, votre majorité a – dans la conception de ce Budget 2025 - **tenté de dissimuler des dépenses pour équilibrer fictivement le Budget Primitif**.

Permettez-moi de reprendre quelques exemples pour illustrer mon propos :

- 17 M € de crédits supplémentaires ont été consommés sur ceux inscrits au BP 2025 pour les établissements accueillants des personnes en situation de handicap. Soit 14 % de plus !
- 11 M € de crédits supplémentaires consommés sur l'APA à domicile par rapport au BP 2025. Soit 14% de plus également !
- Idem pour la protection de l'enfance avec 8 M € de plus consommés sur ce qui était inscrit au BP 2025, soit 6,6% de plus !

Ces montants ne constituent en rien des évolutions naturelles des dépenses, il s'agit essentiellement de paiements de dettes accumulés sur plusieurs exercices vis-à-vis des EHPAD et des services d'aide à domicile (SAD). Nous vous avions d'ailleurs déjà alertés à plusieurs reprises sur cette situation au sein de cet hémicycle.

Concernant le RSA, vous inscrivez 299 M € au CA 2025, soit à peu près l'équivalent du BP 2025. Dans le même temps vous indiquez qu'un rattrapage sera effectué sur le BP 2026, ce qui est observable dans le Budget Supplémentaire 2026 sur lequel nous aurons l'occasion de revenir tout à l'heure.

Pourtant ce procédé témoigne de deux choses :

- D'une part, d'une **sous-estimation des dépenses de la collectivité vis-à-vis de la CAF en 2025**
- D'autre part **d'un mensonge flagrant pour présenter la politique menée par votre exécutif en matière de RSA** sous de bonne grâces.

Par ailleurs, la contribution du Département à Ile-de-France Mobilités nous interpelle. En 2024, celle-ci était réduite de 24 M € et s'élevait à 18 M €, là où cette dépense devrait représenter autour de 40 M €. Et en 2025, patatra… Un rattrapage partiel de 50 M € est opéré dans le CA présenté ce jour. Monsieur le Président, à travers ce tour de passe-passe opéré en catimini, **n'auriez-vous pas volontairement tenté de réduire cette dépense obligatoire de moitié en accord avec votre alliée Présidente de la Région afin de parvenir à un équilibre budgétaire ?** Si cela venait se confirmer cela constituerait une **atteinte grave au principe de sincérité budgétaire**.

Au-delà de cela, ce compte administratif confirme toujours une chose : la dégradation généralisée des services publics départementaux utiles aux Val-de-Marnais.es poursuit son chemin !

Le symbole le plus criant réside dans la **disparition de la carte améthyste**. **Le dispositif censé la remplacer n'a généré qu'une dépense de 10 400 €** pour la collectivité, ce chiffre devrait tous nous mettre la puce à l'oreille sur la **hausse affligeante de non-recours aux droits de milliers de Val-de-Marnais.es** en matière de mobilités.

Le remboursement de la Carte Imagine'R dévitalisé est soumis aux mêmes conséquences, seuls 2 M € y sont consacré.es essentiellement destiné à des collégien.nes inscrits dans des établissements privés éloigné.es de leurs domiciles. Les autres, peuvent passer leur tour. Sous l'ancienne majorité 10 à 12 M € y étaient consacré.es pour tous les collégiens, tous les lycéens, tous les étudiants val-de-marnais.es de manière universelle.

Les collèges subissent les mêmes conséquences avec des baisses à hauteur de 5 M € de leur dotation. En matière d'assainissement 9% sont retranchés alors qu'il y a toujours autant de réseaux à entretenir.

Concernant les crèches, à travers ce CA, nous observons les conséquences des 4 fermetures de crèches départementales avec une diminution de 1 M € sur les dépenses globales en direction de la petite enfance.

La jeunesse, le sport, la culture perdent près de 40% du budget alloué par la collectivité. **On monte même à 47% pour la culture**. Nous sommes **bien loin du nouvel équilibre et d'une vision d'avenir d'un Val-de-Marne avant-gardiste**.

Cette **dégradation de services rendus à la population** est sans doute le **miroir d'un sentiment de dégradation des conditions de travail du personnel Départemental**, de **souffrance au travail** perçus par les agent.es de la collectivité comme en témoigne la récente enquête des organisations syndicales[1].

Ce CA démontre une nouvelle fois que le service public et notamment le personnel fait les frais de l'ensemble des politiques de démolition du service public de votre majorité : **6 M € de moins sont consommés en 2025 par rapport à 2024 pour les dépenses de personnel**, soit 3% de moins ! Alors même qu'avec le seul GVT, c'est à périmètre équivalent au moins 3% de plus qui auraient dû être consommés. Dans le même temps, **182 emplois ont même été supprimés sur l'année 2025**, une **donnée criante qui conforte l'hypothèse de 1000 postes vacants** au sein de la collectivité que n'avons de cesse de dénoncer.

Une partie des Val-de-Marnais.es se retrouvent exclue des radars du champs d'application des politiques départementales comme en témoigne les opérations individualisées de voiries dans certaines communes plutôt que d'autres.

Le Département est aux abonnés absents dans l'accompagnement du Comité Départemental du Tourisme du Val-de-Marne. Vous ne l'évoquez pas, c'est un mépris total des 12 salariés qui ont fait fonctionner cette structure. Nous avons d'ailleurs une pensée particulière pour elles et eux car **depuis le 15 juin, la liquidation de l'association a été demandée par le tribunal judiciaire de Créteil**.

[1] https://actu.fr/ile-de-france/creteil_94028/val-de-marne-maltraitance-institutionnel-et-management-par-la-peur-la-detresse-des-agents-du-departement_63819114.html

Dans le même temps, **côté recettes les DMTO remontent pour atteindre les 264 M€**, soit une hausse de 23 M€ comparé aux inscriptions aux BP 2025.

Quant aux recettes d'investissement elles sont surévaluées au regard des 60 M € consommés pour 88 M € inscrits au BP2025. Sans oublier enfin le plus bas niveau d'investissement consomment depuis des dizaines d'années seules 280 M€, symbole de la perte de vision et de sens pour l'avenir de ce Département.

Ce CA 2025 se résume donc à des **recettes améliorées**, **un excédent en fonctionnement**, **une sous-estimation des dépenses sur le volet social**, une **dégradation des investissements et des baisses à tire-larigot** comme pourrait le dresser un compte de résultat d'entreprise. Ce n'est pour nous en rien le rôle d'une collectivité.

Pour toutes ces raisons et conformément à nos précédents votes, **notre groupe s'opposera donc à ce Compte Administratif 2025**.

Je vous remercie.

Seul le prononcé fait foi